

Rapport Baker : des scénarios pour sortir de la crise en Irak et au Moyen-Orient

ETTRE DES COPRÉSIDENTS JAMES A. BAKER III ET LEE H. HAMILTON

Il n'existe aucune formule magique pour résoudre les problèmes de l'Irak, mais un certain nombre de mesures peuvent être prises afin d'améliorer la situation et protéger les intérêts américains.

Beaucoup d'Américains sont mécontents non seulement de la situation en Irak, mais également des conditions dans lesquelles se déroule notre débat politique concernant l'Irak. Nos dirigeants doivent adopter une approche bipartisane susceptible de mettre fin de manière raisonnable à ce qui est devenu une guerre longue et coûteuse.

Notre pays mérite un débat qui privilégie la substance par rapport à la rhétorique, et une politique à long terme financée de manière adéquate. Le président et le Congrès doivent travailler de concert. Nos dirigeants doivent se montrer francs et directs à l'égard du peuple américain afin d'obtenir son soutien.

Personne ne peut garantir à l'heure actuelle qu'une quelconque série de mesures enrayera les affrontements confessionnels, la violence croissante ou un glissement dans le chaos. Si les tendances actuelles se poursuivent, les conséquences potentielles seront graves. En raison du rôle et de la responsabilité des Etats-Unis en Irak, et des engagements que notre gouvernement a pris, les Etats-Unis ont des obligations spéciales à l'égard de ce pays.

Les Etats-Unis, qui entretiennent des relations et ont des intérêts à long terme au Moyen-Orient, ne doivent pas s'en désengager. Dans ce rapport qui exprime leur opinion unanime, les dix membres du groupe d'étude sur l'Irak présentent une nouvelle approche, car nous pensons qu'il y a une meilleure façon d'aller de l'avant. Toutes les options n'ont pas été épuisées. Nous pensons qu'il est encore possible de mener des politiques différentes susceptibles d'offrir à l'Irak la possibilité d'un avenir meilleur, de combattre le terrorisme, de stabiliser une région critique du monde et de protéger la crédibilité, les intérêts et les valeurs de l'Amérique.

Les recommandations que nous faisons dans ce rapport exigent un niveau considérable de volonté politique et de coopération de la part des corps exécutif et législatif du gouvernement américain. Elles exigent une mise en oeuvre habile. Elles exigent des efforts convergents de la part des agences gouvernementales. Et leur réussite dépendra de l'unité du peuple américain dans une période de polarisation politique. Les Américains peuvent et doivent exercer leur droit à un débat exigeant au sein d'une démocratie. Mais la politique étrangère des Etats-Unis - comme toute batterie de mesures éventuellement prises en Irak - sera vouée à l'échec si elle n'est pas soutenue par un large et durable consensus.

RÉSUMÉ

La situation en Irak est grave et va en se détériorant. Aucune voie ne peut garantir la réussite, mais les perspectives peuvent être améliorées.

Les défis irakiens sont complexes. La violence augmente tant en fréquence qu'en létalité. Elle est alimentée par l'insurrection sunnite, les milices et escadrons de la mort chiites, Al-Qaida et une criminalité galopante. Les conflits confessionnels constituent le principal obstacle à la stabilisation.

Même si le peuple irakien dispose d'un gouvernement démocratiquement élu, celui-ci ne progresse pas de façon satisfaisante vers la réconciliation nationale, ne parvient pas à assurer un minimum de sécurité ni à fournir les services essentiels. Le pessimisme est généralisé. Si la situation continue de se détériorer, les conséquences pourraient être graves. Un glissement vers le chaos pourrait entraîner l'effondrement du gouvernement et déclencher une catastrophe humanitaire. Les pays voisins pourraient intervenir. Les affrontements entre sunnites et chiites pourraient se généraliser. Al-Qaida pourrait remporter une victoire de propagande et élargir sa base d'opérations. La position globale des Etats-Unis serait susceptible d'en souffrir.

APPROCHE EXTERNE

Les politiques et les actes des pays voisins de l'Irak affectent grandement sa stabilité et sa prospérité. Sur le long terme, aucun des pays de la région ne bénéficierait d'un Irak plongé dans le chaos. Pourtant, les voisins de l'Irak n'agissent pas suffisamment pour aider l'Irak à parvenir à la stabilité. Certains agissent même dans le sens de sa déstabilisation. Les Etats-Unis devraient lancer immédiatement une nouvelle offensive diplomatique visant à construire un consensus international pour la stabilité de l'Irak et de la région.

Vu la capacité de la Syrie et de l'Iran à peser sur le cours des événements à l'intérieur de l'Irak, et leur intérêt à ne pas voir le chaos s'y installer, les Etats-Unis devraient tenter d'engager un dialogue constructif avec ces deux pays. L'Iran devrait stopper le flot d'armes à destination de l'Irak et fermer les camps où s'entraînent les Irakiens, respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak et user de son influence sur les groupes chiites irakiens afin d'encourager la réconciliation nationale. La Syrie devrait contrôler sa frontière avec l'Irak afin d'interrompre le passage de fonds, d'insurgés et de terroristes à destination ou en provenance d'Irak.

Les Etats-Unis ne pourront atteindre leurs objectifs au Moyen-Orient s'ils ne traitent pas le problème du conflit israélo-palestinien et celui de l'instabilité régionale. Les Etats-Unis doivent s'engager à nouveau et de manière ferme dans la voie d'une paix entre Arabes et Israéliens sur tous les fronts : Liban, Syrie, et, en ce qui concerne Israël et la Palestine, respecter l'engagement pris en juin 2002 par le président Bush en faveur de la solution des deux Etats. Cet engagement doit inclure des pourparlers directs avec, par et entre Israël, le Liban, les Palestiniens - ceux qui reconnaissent à Israël le droit d'exister - et la Syrie.

APPROCHE INTERNE

Les questions les plus importantes concernant l'avenir de l'Irak sont à présent de la responsabilité des Irakiens. Le gouvernement irakien devrait accélérer sa prise en main de la sécurité du pays en augmentant le nombre et la qualité des brigades de l'armée irakienne. Pendant le déroulement de ce processus, et afin de le faciliter, les Etats-Unis devraient augmenter de façon significative le nombre de personnels militaires, y compris des troupes de combat, intégrés dans et appuyant les unités de l'armée irakienne. Au fur et à mesure que ce

processus se déroulera, les forces de combat américaines pourront commencer à se retirer d'Irak.

Au premier trimestre de 2008, et à moins de développements imprévus dans la situation sécuritaire sur le terrain, toutes les brigades de combat non nécessaires à la protection militaire pourraient être évacuées d'Irak. A ce moment-là, les forces de combat américaines en Irak ne pourraient être déployées que dans des unités intégrées aux forces irakiennes, des équipes de réaction rapide ou d'opérations spéciales, ainsi que pour l'entraînement, l'équipement, le conseil, la protection militaire, et pour les opérations de recherche et de secours. La recherche de renseignements et le soutien logistique se poursuivraient. Une des missions essentielles des forces de réaction rapide et d'opérations spéciales serait de réaliser des frappes contre Al-Qaida en Irak.

Il est clair que le gouvernement irakien aura encore besoin de l'assistance des Etats-Unis pendant un certain temps, en particulier pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de sécurité. Les Etats-Unis doivent toutefois bien faire comprendre au gouvernement irakien qu'ils pourraient mener à terme leurs projets, y compris leurs plans de redéploiement, même si le gouvernement irakien ne procédait pas aux changements auxquels il s'est engagé. Les Etats-Unis ne doivent pas promettre inconditionnellement de maintenir une forte présence de leurs troupes en Irak.

Tout en procédant au redéploiement, les responsables militaires devraient renforcer l'entraînement et l'éducation des troupes rentrées aux Etats-Unis afin de restituer à notre armée toutes ses capacités de combat.

Les Etats-Unis devraient travailler en étroite collaboration avec les dirigeants irakiens afin de parvenir à réaliser des objectifs, ou jalons spécifiques dans le domaine de la réconciliation nationale, de la sécurité et de la gouvernance.

Ne promettons pas de miracles, mais le peuple irakien peut légitimement attendre des mesures et espérer des progrès. Le gouvernement irakien doit montrer à ses propres citoyens - ainsi qu'à ceux des Etats-Unis et des autres pays - qu'il mérite un soutien solide.

ÉVALUATION

Le succès n'est aucunement garanti en Irak.

A. EVALUATION DE LA SITUATION ACTUELLE EN IRAK

1. Sécurité

Les attaques contre les forces américaines, les forces de la coalition et les forces de sécurité irakiennes sont incessantes et en augmentation. Les sources de la violence sont multiples : insurrection sunnite, Al-Qaida et groupes djihadistes affiliés, milices et escadrons de la mort chiites, criminalité organisée. La violence confessionnelle - en particulier à Bagdad et dans ses environs - est devenue le principal obstacle à la stabilité.

La plupart des attaques antiaméricaines sont toujours le fait des insurgés sunnites. Al-Qaida n'est responsable que d'une petite partie de la violence en Irak, mais elle a signé quelques-

unes des actions les plus spectaculaires. C'est la violence confessionnelle qui cause le plus de victimes civiles. Les milices chiites impliquées dans la violence confessionnelle constituent une menace substantielle à la stabilité immédiate et à long terme.

2. Politique

Peu après son entrée en fonctions, le premier ministre Al-Maliki avait esquissé un louable programme de réconciliation nationale. Cependant, le gouvernement irakien n'a pris aucune mesure concernant les éléments-clés de la réconciliation nationale. La situation sécuritaire ne pourra s'améliorer tant que les responsables n'agiront pas dans le sens de la réconciliation nationale. Les responsables chiites doivent prendre la décision de dissoudre les milices. Les sunnites doivent décider de poursuivre leurs objectifs dans le cadre d'un processus politique pacifique, et non par la violence.

3. Economie

L'Irak a enregistré quelques succès économiques, et le pays dispose d'atouts considérables pour sa croissance. Mais le développement économique est entravé par l'insécurité, la corruption, le manque d'investissements, une infrastructure en ruine et l'incertitude. La croissance immédiate et à long terme dépend en premier lieu du secteur pétrolier. De nombreux indicateurs économiques sont négatifs. Au lieu d'atteindre les 10 % de croissance fixés pour cette année, le pays n'aura enregistré qu'une progression d'environ 4 %. L'inflation est supérieure à 50 %. Les estimations concernant le taux de chômage oscillent entre 20 % et 60 %. Le climat des investissements est morose, avec un taux d'investissement étranger inférieur à 1 % du PIB.

4. Soutien international

Le soutien international pour la reconstruction de l'Irak a été timoré. Les donateurs internationaux s'étaient engagés sur un montant de 13,5 milliards de dollars pour la reconstruction, mais moins de 4 milliards ont effectivement été versés. Les politiques et les actes des voisins de l'Irak influencent fortement sa stabilité et sa prospérité.

De tous les voisins de l'Irak, l'Iran est celui qui a le plus d'influence en Irak. L'Iran entretient depuis longtemps des liens avec de nombreux politiciens chiites irakiens, dont beaucoup ont dû s'exiler en Iran sous le régime de Saddam Hussein. L'Iran a fourni des armes et des moyens financiers, et assuré l'entraînement de miliciens chiites en Irak, ainsi qu'un soutien politique aux partis chiites irakiens. Certains rapports affirment également que l'Iran a fourni des *"dispositifs explosifs improvisés"* à des groupes - y compris des insurgés sunnites - qui s'en prennent aux forces américaines. Un haut responsable sunnite nous a affirmé : *"Chaque fois que vous retournez une pierre en Irak, vous trouverez l'Iran dessous."*

Des responsables américains, irakiens et internationaux ont également évoqué les points de friction entre les Etats-Unis et l'Iran, parmi lesquels le programme nucléaire iranien, le soutien iranien au terrorisme, l'influence de l'Iran au Liban et dans la région, et l'influence de l'Iran en Irak. L'Iran semble satisfait de voir les Etats-Unis embourbés en Irak, une position qui limite les options américaines à l'égard du programme nucléaire iranien et permet à l'Iran de peser sur la stabilité de l'Irak. Les pourparlers envisagés entre les Etats-Unis et l'Iran sur la situation en Irak

n'ont pas eu lieu. Un officiel irakien nous a dit : "*L'Iran négocie avec les Etats-Unis dans les rues de Bagdad.*"

La Syrie joue elle aussi un rôle contre-productif. Les Irakiens sont furieux de ce qu'ils considèrent comme un appui syrien aux tentatives de saper le gouvernement irakien. Ce n'est pas tant que les Syriens prennent une part active aux événements, mais ils jouent un rôle passif : ils détournent la tête lorsque des armes et des combattants étrangers franchissent leur frontière pour passer en Irak, et laissent d'anciens responsables baasistes se réfugier en Syrie. Tout comme l'Iran, la Syrie se réjouit de voir les Américains englués en Irak. Cela dit, les Syriens ont indiqué qu'ils souhaitaient un dialogue avec les Etats-Unis, et ont accepté en novembre de rétablir des relations diplomatiques avec l'Irak après une rupture de vingt-quatre années.

En dehors du Royaume-Uni et de nos autres partenaires dans la coalition, la communauté internationale n'a joué qu'un rôle limité en Irak. Les Nations unies - agissant en vertu de la résolution 1546 du Conseil de sécurité - n'ont qu'une faible présence en Irak ; elles ont collaboré à l'organisation des élections, à la rédaction de la Constitution, à l'organisation du gouvernement et à la mise en place des institutions. La Banque mondiale, qui n'a accordé que des ressources limitées, entretient un et parfois deux représentants en Irak. L'Union européenne y a un représentant.

5. Conclusions

Les Etats-Unis se sont investis massivement dans l'avenir de l'Irak, à la fois sur le plan financier et sur le plan humain. Jusqu'en décembre 2006, près de 2 900 Américains ont perdu la vie en Irak. 21 000 autres ont été blessés, dont beaucoup grièvement. Jusqu'ici, les Etats-Unis ont dépensé à peu près 400 milliards de dollars pour la guerre en Irak, et les dépenses continuent de représenter environ 8 milliards de dollars par mois. Les Etats-Unis devront de surcroît s'acquitter des futurs "coûts additionnels". S'occuper des anciens combattants et remplacer le matériel perdu coûtera plusieurs centaines de milliards de dollars. Certaines estimations placent à 2 trillions de dollars le coût final de l'engagement américain en Irak.

Malgré cet énorme effort, la stabilisation de l'Irak semble irréalisable et la situation ne cesse de se détériorer. Le gouvernement irakien n'est pas actuellement en mesure de gouverner, de se maintenir et de se défendre sans l'aide des Etats-Unis. Nous n'avons pas convaincu les Irakiens qu'ils doivent prendre en main leur propre avenir.

B. CONSÉQUENCES D'UNE DÉTÉRIORATION PROLONGÉE DE LA SITUATION EN IRAK

Si la situation continue de se détériorer, les conséquences pourraient être graves pour l'Irak, pour les Etats-Unis, pour la région et pour le monde.

Un effondrement de l'économie et du gouvernement irakiens paralyserait un peu plus encore un pays déjà incapable de subvenir aux besoins de sa population. Les forces de sécurité pourraient éclater suivant les lignes de fracture confessionnelles. Le fait qu'un grand nombre de réfugiés seraient obligés de changer de région en Irak, ou de gagner les pays voisins, pourrait entraîner une catastrophe humanitaire. Le nettoyage ethnique pourrait sévir à grande échelle. Le peuple irakien pourrait être soumis à un nouvel homme fort qui userait de moyens

politiques et militaires musclés pour faire prévaloir l'ordre sur l'anarchie. Les libertés seraient réduites ou perdues.

D'autres pays de la région redoutent que la violence puisse pénétrer chez eux. Un Irak plongé dans le chaos pourrait conduire ces pays à intervenir afin de protéger leurs propres intérêts, risquant ainsi de déclencher une guerre régionale généralisée. Plusieurs ambassadeurs de pays voisins nous ont dit craindre l'éventualité d'affrontements entre chiites et sunnites à travers le monde islamique. Le terrorisme pourrait prendre de l'ampleur.

L'Irak constitue un test pour les capacités militaires, diplomatiques et financières des Etats-Unis et pèse lourdement sur elles. La prolongation des problèmes en Irak pourrait conduire à une polarisation accrue aux Etats-Unis mêmes. 66 % des Américains désapprouvent la façon dont le gouvernement conduit la guerre, et plus de 60 % ont l'impression qu'il n'existe aucun plan clair pour progresser. Les élections de novembre ont été largement considérées comme un référendum sur les progrès réalisés en Irak.

L'Irak est une épreuve et un fardeau pour les capacités militaires, diplomatiques et financières des Etats-Unis. Si l'Amérique devait donner l'impression d'avoir échoué là-bas, c'est toute sa crédibilité et son influence qui s'en trouveraient affectées, au coeur du monde musulman, dans une région essentielle à l'approvisionnement énergétique mondial. Cela entamerait de surcroît l'influence des Etats-Unis dans le monde.

Si les Irakiens continuent à considérer les Américains comme une force d'occupation, les Etats-Unis pourraient bien devenir la pire menace pour eux-mêmes sur ce territoire qu'ils ont pourtant libéré de la tyrannie.

LES DIFFÉRENTES OPTIONS

1. RETRAIT PRÉCIPITÉ

Nous estimons qu'il serait une erreur de la part des Etats-Unis d'abandonner le pays en retirant précipitamment leurs soldats et leur aide. Un départ prématuré entraînerait très certainement une augmentation des violences religieuses et une détérioration accrue de la situation.

2. MAINTIEN DE LA POLITIQUE ACTUELLE

La politique américaine actuelle ne fonctionne pas. Le maintien en l'état de cette politique ne ferait que remettre à plus tard l'heure du bilan, qui n'en serait alors que plus lourd.

3. AUGMENTATION DES EFFECTIFS MILITAIRES

L'augmentation soutenue du nombre de soldats américains en Irak ne peut rien contre la cause essentielle des violences en Irak, l'absence de réconciliation nationale.

4. TRANSFERT DU POUVOIR À TROIS RÉGIONS

Le transfert du pouvoir à un Irak divisé en trois régions semi-autonomes sous la houlette d'un pouvoir central faible présente des risques trop importants.

LA MARCHÉ À SUIVRE : UNE APPROCHE NOUVELLE

A. CONSTRUIRE UN CONSENSUS INTERNATIONAL

Recommandation n° 1 : les Etats-Unis, en collaboration avec le gouvernement irakien, doivent lancer une nouvelle offensive diplomatique globale, et ce avant le 31 décembre 2006.

Recommandation n° 2 : en ce qui concerne les acteurs régionaux, cette offensive diplomatique doit se fixer les objectifs suivants : soutien à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak ; cessation des interventions et actions de déstabilisation ; sécurisation des frontières irakiennes.

Recommandation n° 4 : un groupe d'aide internationale à l'Irak doit être formé immédiatement après le lancement de la nouvelle offensive diplomatique.

Recommandation n° 5 : ce groupe d'aide doit intégrer tous les pays limitrophes, les grands acteurs de la région, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne et, bien sûr, l'Irak. Les autres pays (par exemple l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud) souhaitant participer sont également les bienvenus.

Recommandation n° 9 : les Etats-Unis doivent entrer en contact direct avec l'Iran et la Syrie afin de faire en sorte qu'ils s'engagent à pratiquer une politique constructive en Irak et sur d'autres enjeux régionaux. Dans cette ouverture du dialogue avec la Syrie et l'Iran, les Etats-Unis doivent prendre en compte les facteurs aussi bien incitatifs que dissuasifs afin d'aboutir à des résultats constructifs.

Recommandation n° 13 : les Etats-Unis doivent renouveler et maintenir leur engagement envers une paix globale entre Arabes et Israéliens, et ce sur tous les fronts : d'une part pour le Liban et la Syrie, d'autre part pour Israël et la Palestine dans la ligne de l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 en faveur d'une solution à deux Etats.

Recommandation n° 14 : ces efforts doivent passer (le plus tôt possible) par la convocation et la tenue inconditionnelle de rencontres, sous l'égide des Etats-Unis ou du Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies), d'une part entre Israël, le Liban et la Syrie, et d'autre part entre Israël et les Palestiniens qui reconnaissent le droit à l'existence de l'Etat hébreu. Ces rencontres auraient pour but de négocier des accords de paix comme à la conférence de Madrid en 1991, et ce en deux volets distincts - l'un libano-syrien, l'autre palestinien.

Recommandation n° 16 : dans le cadre d'un accord de paix global et solide, les Israéliens doivent restituer le plateau du Golan.

Recommandation n° 17 : en ce qui concerne le volet palestinien, parmi les conditions d'une paix négociée figurent : le respect des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et du principe "terres contre paix", bases incontournables de la paix ; des négociations durables qui régleraient les grandes questions juridiques relatives aux frontières, aux colonies de peuplement, à Jérusalem et au droit au retour et la fin du conflit.

Recommandation n° 18 : il est essentiel que les Etats-Unis fournissent à l'Afghanistan une aide politique, économique et militaire accrue, en y affectant notamment les moyens libérés dès lors que des forces militaires quitteront l'Irak.

B. AIDER LES IRAKIENS À SE PASSER DES AMÉRICAINS

Recommandation n° 19 : le président et les hauts responsables américains chargés de la sécurité nationale doivent entretenir des rapports étroits et fréquents avec les dirigeants irakiens. En matière de diplomatie ouverte (celle tournée vers l'opinion, vers le public), le président doit rendre publique la teneur de ces échanges de la façon la plus détaillée possible, afin que les Américains, les Irakiens et les pays de la région soient bien informés.

Recommandation n° 22 : le président doit déclarer que les Etats-Unis ne cherchent pas à établir des bases militaires permanentes en Irak.

Recommandation n° 23 : le président doit réaffirmer que les Etats-Unis ne cherchent pas à prendre le contrôle du pétrole irakien.

Calendrier proposé par le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki : d'ici à juin 2007, tenue d'élections provinciales ; d'ici à avril 2007, les Irakiens reprennent le contrôle de l'armée ; d'ici à septembre 2007, les Irakiens reprennent le contrôle des provinces.

Recommandation n° 27 : la réconciliation politique passe par la réinsertion des baasistes et des nationalistes arabes dans la vie de la nation, hormis les grandes figures du régime de Saddam Hussein, qu'il faut exclure.

Recommandation n° 28 : partage des revenus pétroliers. Les revenus pétroliers doivent revenir au gouvernement central et être répartis sur des bases démographiques. Aucune formule confiant aux régions la gestion des revenus des futurs gisements ou le contrôle des gisements n'est compatible avec la réconciliation nationale.

Recommandation n° 30 : Kirkouk. L'extrême dangerosité de la situation à Kirkouk nécessite un arbitrage international pour prévenir les violences communautaires.

Recommandation n° 35 : les Etats-Unis doivent oeuvrer activement à l'implication de toutes les parties prenantes en Irak à l'exception d'Al-Qaïda. Ils doivent trouver un moyen d'ouvrir le dialogue avec le grand ayatollah Sistani, Moqtada Al-Sadr et les chefs des milices et des insurgés.

Recommandation n° 38 : les Etats-Unis doivent appuyer la présence en Irak d'experts internationaux neutres qui conseilleront le gouvernement sur les processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (des miliciens).

Recommandation n° 40 : les Etats-Unis ne doivent pas s'engager sans limite de durée à maintenir d'importants effectifs militaires en Irak.

Recommandation n° 41 : les Etats-Unis doivent faire clairement comprendre au gouvernement irakien qu'ils mèneront à bien leurs projets, y compris les redéploiements prévus, que l'Irak ait ou non accompli les changements prévus. Il n'est pas question que les autres besoins de

l'Amérique en termes de sécurité et le futur de notre armée soient les otages de l'action ou de l'immobilisme du gouvernement irakien.

Recommandation n° 42 : notre objectif doit être d'avoir terminé notre mission de formation et d'équipement à la fin du premier trimestre 2008.

Recommandation n° 43 : les priorités militaires en Irak doivent changer, l'absolue priorité devant être donnée à la formation, à l'équipement, au conseil, à l'assistance ainsi qu'aux opérations antiterroristes.

Recommandation n° 50 : l'ensemble de la police nationale irakienne doit passer sous la tutelle du ministère de la défense, dans le cadre duquel les commandos de police seront intégrés à la nouvelle armée irakienne.

Recommandation n° 51 : l'ensemble de la police irakienne des frontières doit passer sous la tutelle du ministère de la défense, qui assumera l'entière responsabilité du contrôle aux frontières et de la sécurité extérieure.

Recommandation n° 57 : sur le modèle de l'intégration des formateurs militaires américains au sein d'unités de l'armée irakienne, l'intégration des formateurs américains de police doit être étendue et le nombre de formateurs civils augmenté afin que les équipes puissent intervenir à tous les échelons des forces de police irakiennes, y compris dans les postes de police locaux.

Recommandation n° 62 : le gouvernement américain doit, le plus tôt possible, apporter au gouvernement irakien une assistance technique pour préparer un projet de loi sur le pétrole définissant les droits des gouvernements régionaux et locaux et créant un cadre fiscal et juridique pour l'investissement.

Recommandation n° 64 : l'aide économique américaine ne doit pas être revue à la baisse, mais au contraire augmentée pour passer à 5 milliards de dollars par an.

Recommandation n° 72 : le coût de la guerre en Irak doit être intégré dans la proposition de budget du président à compter de l'exercice 2008 : la guerre est dans sa quatrième année, et le processus budgétaire ne doit pas être contourné. Les demandes de fonds pour la guerre en Irak doivent être présentées avec clarté au Congrès et aux Américains.

Résolution n° 77 : le directeur du renseignement national et le secrétaire à la défense doivent consacrer beaucoup plus de moyens d'analyse à la compréhension des menaces et des sources de violence en Irak.

Recommandation n° 79 : la CIA doit envoyer davantage d'agents en Irak pour mettre sur pied et assurer la formation d'un service de renseignement efficace et construire un centre de renseignement antiterroriste qui facilitera l'action antiterroriste basée sur le renseignement.